



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENERSYS SARL

ZI Est
Rue Alexander Fleming - CS 40962
62000 Arras

Références : 562-2025
Code AIOT : 0007000798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement ENERSYS SARL implanté ZI Est Rue Alexander Fleming - CS 40962 62032 Arras. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection sur le site s'est déroulée simultanément avec un contrôle inopiné réalisé par Bureau Veritas, portant sur les rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERSYS SARL
- ZI Est Rue Alexander Fleming - CS 40962 62032 Arras

- Code AIOT : 0007000798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

ENERSYS exploite sur la commune d'Arras un établissement dont l'activité est la fabrication de batteries au plomb. Le site est soumis à la réglementation des ICPE sous le régime de Seveso Seuil bas et dispose, à ce titre, d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter datant du 03/06/2016. Dans le cadre du développement de ses activités, le site a engagé une diversification vers l'assemblage de batteries lithium-ion.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.2.	Demande d'action corrective	6 mois
2	Conditions générales de rejet atmosphérique (chaudières)	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.3.	Demande d'action corrective	6 mois
3	VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques (chaudières)	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.4.	Demande d'action corrective	6 mois
4	Conditions générales de rejet atmosphérique (production)	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.3.	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques (production)	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.4.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Quantités maximales rejetées dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a identifié plusieurs actions correctives à mettre en œuvre. En effet, les vitesses d'éjection des chaudières ne sont pas précisées dans le rapport de contrôle et les concentrations en SO₂ et en poussières ne sont pas mentionnées dans le rapport de contrôle des rejets.

Concernant les conduits des unités de production, certaines vitesses d'éjection nécessitent des ajustements, et le plan d'action en cours doit être poursuivi.

Enfin, le contrôle inopiné réalisé parallèlement à l'inspection n'a relevé aucune non-conformité sur le conduit U5/16.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées
Prescription contrôlée : Quantité chaudières : 3 Quantité étuves : Unité 1 : 7 Unité 2 : 9 Unité 5 : 11
Constats : L'exploitant indique que le site dispose de trois chaudières dont les conduits sont individualisés. Concernant les conduits de production, leur nombre total est de 23 : <ul style="list-style-type: none"> • 2 dans le local maintenance, • 4 en unité 2, • 4 en unité 4, • 13 en unité 5. L'exploitant précise également que trois conduits supplémentaires dans l'unité 2 peuvent être utilisés ponctuellement pour des commandes spécifiques à un client. Un porter à connaissance est prévu en fin d'année qui permettra la mise à jour du bilan des conduits et installations raccordées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'indiquer dans le prochain porter à connaissance la mise à jour du bilan des conduits de rejets et des installations raccordées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Conditions générales de rejet atmosphérique (chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet atmosphérique
Prescription contrôlée : Pour les chaudières : Hauteur minimale : 10m Vitesse d'éjection pour un débit $\leq 5000\text{m}^3/\text{h}$: 5m/s Vitesse d'éjection pour un débit $> 5000\text{m}^3/\text{h}$: 8m/s
Constats : L'exploitant indique que la société APAVE a été mandatée pour réaliser un contrôle des rejets atmosphériques en février 2025. Toutes les chaudières disposent d'une hauteur de cheminée minimale de 10 mètres. Les vitesses d'éjection des fumées ne sont pas indiquées dans le rapport mais les débits mesurés pour les chaudières sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Chaudière n°1 : 1 299 m³/h, • Chaudière n°2 : 805 m³/h, • Chaudière n°3 : 1 042 m³/h. Les diamètres des cheminées des chaudières étant de 400 mm, les vitesses calculées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Chaudière n°1 : 2,87 m/s, • Chaudière n°2 : 1,78 m/s, • Chaudière n°3 : 2,30 m/s.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant demandera au laboratoire de préciser dans le rapport les vitesses d'éjection des gaz pour chacune des chaudières lors du prochain contrôle des rejets atmosphériques des chaudières (en tenant compte le cas échéant de la présence de cône de réduction du conduit) et le régime de fonctionnement des chaudières au moment de la mesure. Les vitesses d'éjection étant non conformes sur les cheminées des chaudières, il veillera à les intégrer au plan d'action relatif aux vitesses d'éjection (PC 4).
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques (chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.</p> <p>Concentrations instantanées en mg/Nm³ pour la chaudière :</p> <p>Nox en équivalent NO₂ : 225</p> <p>Sox en équivalent SO₂ : 35</p> <p>Poussières : 5</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé en février 2025 par la société APAVE. Les mesures ont porté sur les concentrations instantanées en O₂, CO et NO pour les trois chaudières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaudière n°1 : CO = 3 mg/m³, NO = 156,1 mg/m³, • Chaudière n°2 : CO = 3,1 mg/m³, NO = 159,1 mg/m³, • Chaudière n°3 : CO = 0 mg/m³, NO = 174,7 mg/m³. <p>Les valeurs mesurées pour les NO sont conformes à la valeur limite de 225 mg/Nm³ fixée par l'arrêté préfectoral. En revanche, aucune mesure de SO₂ ni de poussières n'apparaît dans le rapport transmis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra compléter le contrôle des rejets atmosphériques des chaudières par la mesure des concentrations en SO_x et en poussières lors du prochain contrôle périodique pour confirmer l'absence de ces polluants dans les rejets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Conditions générales de rejet atmosphérique (production)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les rejets canalisés - unités de production :</p>

Hauteur minimal : 10m Vitesse d'éjection pour un débit $\leq 5000\text{m}^3/\text{h}$: 5m/s Vitesse d'éjection pour un débit $> 5000\text{m}^3/\text{h}$: 8m/s
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la hauteur des cheminées des unités de production est supérieure à 10 mètres pour l'ensemble des conduits.</p> <p>Les rejets atmosphériques des unités de production ont été mesurés en mars 2025 par la société Entime. Les résultats montrent que plusieurs conduits présentent des vitesses d'éjection inférieures aux valeurs minimales requises.</p> <p>Sont notamment concernés les conduits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • U2/7, avec un débit de $26\,186\text{ m}^3/\text{h}$ et une vitesse de 3,9 m/s, • U4/4, avec un débit de $23\,497\text{ m}^3/\text{h}$ et une vitesse de 5,8 m/s, • U4/5, avec un débit de $14\,165\text{ m}^3/\text{h}$ et une vitesse de 2,5 m/s, • U5/5, avec un débit de $7\,156\text{ m}^3/\text{h}$ et une vitesse de 5,6 m/s, • U5/6, avec un débit de $20\,170\text{ m}^3/\text{h}$ et une vitesse de 7,8 m/s, • U5/20, avec un débit de $6\,608\text{ m}^3/\text{h}$ et une vitesse de 3,6 m/s, • U5/22, avec un débit de $1\,759\text{ m}^3/\text{h}$ et une vitesse de 3,8 m/s. <p>L'exploitant précise qu'un plan d'action relatif à l'amélioration des vitesses d'éjection est en cours depuis mars 2024. Par ailleurs, lors du contrôle inopiné réalisé par Bureau Veritas lors de l'inspection, le conduit U5/16 a été contrôlé : le débit mesuré est de $20\,063\text{ m}^3/\text{h}$ pour une vitesse d'éjection de 9,7 m/s.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra poursuivre la mise en œuvre du plan d'action engagé sur les vitesses d'éjection et transmettre à l'inspection un état d'avancement détaillé de ce plan.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques (production)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des concentrations dans les rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.</p> <p>Concentrations instantanées en mg/Nm³ pour les unités de production :</p> <p>Poussières : 5 Plomb : 1</p>

<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé en mars 2025 par la société Entime indique l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission pour les poussières et le plomb sur l'ensemble des conduits des unités de production.</p> <p>Par ailleurs, lors du contrôle inopiné effectué en parallèle de l'inspection par la société Bureau Veritas, le conduit U5/16 a été analysé. Les résultats mesurés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concentration en plomb : 0,006 mg/Nm³, • Concentration en poussières : 1,242 mg/Nm³.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Quantités maximales rejetées dans l'atmosphère

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 3.2.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales rejetées dans l'atmosphère</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Pour les unités de production :</p> <p>Poussières : 12 kg/j</p> <p>Plomb : 50g/h ; 1kg/j</p> <p>Plomb canalisé : 200kg/an</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données communiquées pour les deux dernières années par l'exploitant sont les suivantes :</p> <p>Pour 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poussières : 0,63 kg/j, • Poussières annuelles : 208,32 kg/an, • Plomb : 0,01 kg/j, • Plomb canalisé : 3,37 kg/an. <p>Pour 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poussières : 0,77 kg/j, • Poussières annuelles : 291,87 kg/an, • Plomb : 0,02 kg/j, • Plomb canalisé : 6,65 kg/an. <p>Lors du contrôle inopiné, les mesures pour le conduit U5/16 ont donné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plomb : 0,005 kg/j, • Poussières : 0,025 kg/h (soit 0,6 kg/j).

Type de suites proposées : Sans suite